

La récréation finie pour les Monégasques

Le piège des radars routiers se referme sur eux aussi



La récréation finie pour les Monégasques

100.000 infractions commises par des véhicules immatriculés en Principauté ont été recensées entre mai 2018 et avril 2019, en France, uniquement sur les radars automatiques. Autant d'affaires classées sans suite et pourtant nombreux sont ceux qui concernaient des excès de grande vitesse. En France, les chauffeurs monégasques, sauf être arrêtés sur le champ, étaient certains de leur impunité et de conserver leur permis.

La récréation est finie.

Les autorités françaises viennent de signer des accords concernant les échanges transfrontaliers d'informations relatives aux infractions routières, comme cela était déjà le cas avec dix-neuf États membres de l'Union européenne et la Suisse.

100.000 PV, c'est beaucoup pour un pays qui ne compte que 40.000 habitants et 30.000 véhicules immatriculés en Principauté !

Ces accords permettent l'échange d'informations relatives aux infractions routières constatées par radar et facilite les poursuites à l'encontre des conducteurs de véhicules immatriculés dans un autre État membre, ayant commis une infraction routière en France. Des échanges d'informations ont déjà eu lieu, depuis l'année 2016, entre les deux pays, mais cette fois les autorités monégasques et françaises ont décidé d'intensifier ces échanges et de les rendre plus réguliers.

C'est ainsi que le 19 août 2019, les autorités françaises ont procédé à la transmission des dossiers concernant les excès de vitesse les plus graves afin que des sanctions soient prises par les autorités monégasques. Parmi ceux-ci, 137 véhicules identifiés comme étant particulièrement réitérants entre mai 2018 et avril 2019, vingt d'entre eux ont commis au moins cinquante infractions.

Selon Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière, « la généralisation des échanges transfrontaliers dans l'Union européenne et au-delà est une avancée, car elle assure l'égalité de traitement entre conducteurs français et étrangers. ». Les démarches se poursuivent pour que ces accords s'étendent à l'ensemble des pays de l'Union européenne et même au-delà.